

INTERVENTION DE SON EXCELLENCE L'AMBASSADEUR DU
CANADA AU BURKINA FASO, MONSIEUR JULES SAVARIA,
A L'OUVERTURE DU COLLOQUE UEMOA/CRDI

Ouagadougou, le 8 décembre 2009

Monsieur le Président de la Commission de l'UEMOA a.i.
Monsieur le Vice- président du CRDI
Monsieur le Directeur de l'Institut Supérieur des Sciences de la
Population et Coordonnateur de l'Unité d'Appui Régional du
PARSEP
Mesdames et Messieurs les chercheurs
Distingués invités

En cette année du 15^{ième} anniversaire de la création de
l'UEMOA, je suis honoré d'être parmi vous aujourd'hui pour
témoigner de l'importance des efforts que mènent individuellement et
collectivement les États de l'Afrique de l'Ouest pour l'intégration
régionale et la mise en œuvre des stratégies régionales de réduction
de la pauvreté au niveau de l'Union.

Ce colloque constitue le forum idoine pour faire le point sur une
décennie et demie d'intégration régionale de la part de l'UEMOA et
particulièrement de sa contribution à la lutte contre la pauvreté.

Ce qui retient particulièrement mon attention, c'est la
dynamique de synergie entre chercheurs, décideurs, représentants
des organisations de la société civile et des médias que ce colloque
veut établir et ce en quoi il innove, ainsi que l'ont souligné avant moi
les orateurs qui m'ont précédé.

C'est également pour moi l'occasion de vous présenter les
résultats d'une initiative soutenue financièrement par le Canada qui,
à la hauteur de ses moyens, s'emploie à apporter sa contribution à la
lutte contre la pauvreté et partant, au développement durable inclusif.

Ainsi, le Canada s'est-il en effet engagé à appuyer les
institutions régionales ouest-africaines qui œuvrent à l'harmonisation

des réformes et à l'intégration des politiques de réduction de la pauvreté.

Concrètement, l'ACDI soutient depuis 2004 le « *Projet d'appui régional aux cadres nationaux de suivi/évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté* » le PARSEP, dans cinq pays de l'UEMOA, soit le Burkina Faso, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger.

Cette initiative permet, à partir des besoins exprimés par les pays eux-mêmes, de renforcer les capacités des acteurs, individus et institutions qui assurent le suivi des indicateurs et des résultats atteints en matière de lutte contre la pauvreté.

Comme vous le savez, un élément clé de la réussite de ces stratégies de lutte réside dans leur suivi et l'évaluation de leur mise en œuvre, en vue de mieux intégrer les leçons apprises et d'ajuster, voire de réorienter les stratégies.

Le PARSEP contribue de manière particulièrement innovante, croyons-nous, au renforcement des capacités des cellules chargées de l'élaboration des indicateurs et de l'évolution des indices de la pauvreté. Ainsi, dans les cinq pays où intervient le projet, il existe maintenant, croyons-nous, une masse critique de personnes habilitées à concevoir et à produire les instruments nécessaires au suivi de la mise en œuvre des politiques de lutte contre la pauvreté. Ces cinq pays peuvent compter sur des ressources compétentes pour concevoir et proposer de nouvelles formulations des politiques nationales, conduire des analyses de la pauvreté et élaborer des modèles statistiques pertinents.

Le projet a, ce faisant, fourni aux divers ministères chargés de l'éducation, de la santé et du développement rural et aux Instituts de la Statistique les moyens en matériels informatiques et en technologies de l'information et de la communication (TIC). Ces outils permettent le traitement et l'analyse des données relatives à la pauvreté qui sont indispensables à la construction des indicateurs nationaux pertinents de suivi/évaluation.

Un des résultats les plus probants du PARSEP est ainsi la mise sur pied, dans chaque pays, d'Unités Avancées d'Analyse de la

Pauvreté (UAAP), qui deviendront des *centres d'excellence* suscitant la réflexion, coordonnant la recherche et la diffusion des résultats sur les questions relatives à la pauvreté.

Grâce au PARSEP, des revues de la littérature sur la pauvreté, des études portant sur le genre et la pauvreté, des profils de pauvreté non monétaire ont été produits et diffusés au bénéfice des dirigeants et des acteurs. Les 5 pays participants disposent maintenant de listes d'indicateurs pour le suivi de la mise en œuvre de leur Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP), de Plans nationaux de renforcement des capacités ainsi que de plans de communications y afférents.

Par ailleurs, les 5 pays ont adopté la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) pour assurer un meilleur suivi de la mise en œuvre de leurs stratégies et disposent maintenant d'une capacité nationale de formation en GAR, ce qui contribuera à la durabilité des acquis. Ceci, en conformité avec les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005), dont fait partie intégrante la GAR.

Monsieur le Président,
Distingués invités,

Il y aurait encore beaucoup à dire sur les réalisations du PARSEP, et nul doute que vos travaux s'y emploieront, mais j'aimerais, pour finir, féliciter l'Unité d'Appui Régionale, le CRDI et l'UEMOA, institutions à qui je veux rendre un hommage spécial ce matin, pour avoir organisé ce colloque qui fera le point et nous éclairera sur le présent et l'avenir de la réduction de la pauvreté et, partant, de la réalité du développement inclusif et durable dans l'espace UEMOA.

C'est en vous exprimant cette conviction que je vous souhaite à toutes et à tous plein succès dans vos échanges, échanges que nous suivrons avec toute l'attention qu'ils méritent eu égard à leur importance. Je vous remercie.